



ENJEUX ÉCOLOGIQUE ET COMMUNICATIONNELS DE L'APPEL D'OFFRE DU BLOC PÉTROLIER 6 DANS LE PARC NATIONAL DES VIRUNGA (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO)

[Étapes de traitement de l'article]

Date de soumission : 12-10-2025 / Date de retour d'instruction : 15-10-2025 / Date de publication : 12-12-2025

Aimé BUTOTIMA SAFARI

Enseignant-chercheur à l'Université de Goma et l'Université Catholique la Sapiencia de Goma en RDC

✉ amatusbutotima2014@gmail.com

&

Jessé Ntumwa BUSOMOKE

Enseignant-chercheur à l'Université Catholique la Sapiencia de Goma en RDC

✉ jessentumwa11@gmail.com

Résumé : Cet article examine les enjeux écologiques et communicationnels liés à l'appel d'offre du bloc pétrolier 6 dans le Parc National des Virunga (PNVi), patrimoine mondial de l'UNESCO et réserve majeure de biodiversité. Face à la contradiction entre le discours gouvernemental de développement économique et la nécessité de conservation, la recherche interroge les stratégies de communication environnementale favorisant l'acceptabilité sociale. S'appuyant sur une approche ethnographique, la méthodologie combine l'analyse documentaire et les entretiens semi-structurés auprès de 21 acteurs (ONG, leaders communautaires et habitants de Goma, Rutshuru et Nyiragongo), l'observation et l'analyse de contenu via le logiciel MAXQDA. Les résultats révèlent que l'appel d'offre des blocs pétroliers s'est déroulé sans consultation préalable ni transparence, suscitant un rejet unanime des communautés riveraines. Les répondants évoquent des risques écologiques majeurs : destruction d'écosystèmes, perte d'espèces rares, pollution et insécurité accrue. La communication institutionnelle est jugée inefficace, technocratique et non inclusive. En revanche, les ONG locales promeuvent une communication de proximité axée sur l'information, la formation, le dialogue et la participation citoyenne pour construire une conscience écologique durable. L'étude conclut que la gestion future du PNVi exige une communication transparente et participative permettant de passer d'une acceptabilité subie à la co-construction d'un consensus social autour de la conservation et du développement durable.

Mots clés : Parc National des Virunga, écologie politique, acceptabilité sociale, communication environnementale, développement durable.

ECOLOGICAL AND COMMUNICATIONAL CHALLENGES OF THE TENDER FOR OIL BLOCK 6 IN VIRUNGA NATIONAL PARK (DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO).

Abstract: This article examines the ecological and communication challenges related to the tender for oil block 6 in Virunga National Park (PNVi), a UNESCO World Heritage Site and major biodiversity reserve. Faced with the contradiction between the government's discourse of economic development and the need for conservation, the research explores environmental communication strategies that promote social acceptability. Using an ethnographic approach, the methodology combines document

analysis and semi-structured interviews with 21 stakeholders (NGOs, community leaders, and residents of Goma, Rutshuru, and Nyiragongo), observation, and content analysis using MAXQDA software. The results reveal that the oil block tender process took place without prior consultation or transparency, generating unanimous rejection from the local communities. Respondents cite major ecological risks: destruction of ecosystems, loss of rare species, pollution, and increased insecurity. Institutional communication is deemed ineffective, technocratic, and non-inclusive. In contrast, local NGOs promote community-based communication focused on information, training, dialogue, and citizen participation to build lasting environmental awareness. The study concludes that the future management of Virunga National Park requires transparent and participatory communication that moves from passive acceptance to the co-creation of a social consensus around conservation and sustainable development.

Keywords: Virunga National Park, political ecology, social acceptability, environmental communication, sustainable development.

Introduction

La République démocratique du Congo « RDC » traverse certains défis écologiques et environnementaux notamment, de sortir des discours de conférence, reproduits des réalités occidentales, vers un langage plus accessible au plus grand nombre, de transformer les différents discours en actes citoyens volontaires ayant un effet sur l'amélioration de notre propre environnement immédiat, Yambu (2015, p.80). A ces défis, s'ajoutent l'implication et l'engagement de toutes les parties prenantes afin de fédérer ces actes citoyens volontaires en un engagement participatif pour une gestion durable des aires protégées, en général, et du Parc National des Virunga « PNVi, en particulier.

Des appels d'offres pour les 27 blocs pétroliers et 3 blocs gaziers ont été lancés à Kinshasa, le jeudi 28 juillet 2022. Ces blocs se répartissent dans les trois principaux bassins sédimentaires de la RDC, à savoir : le Bassin Côtier, le Bassin de la Cuvette Centrale et les Bassins de la Branche Ouest du Rift Est-Africain. Transposée sur la carte géographique de la RDC, ces blocs se retrouvent dans la quasi-totalité des provinces du pays en commençant par la ville de Kinshasa.

L'appel d'offres ouvre de vastes zones intérieures sensibles, où vivent des communautés rurales, notamment des peuples autochtones, à la production de pétrole. Certains des blocs pétroliers proposés empiètent directement sur des zones protégées, principalement les parcs nationaux de Virunga et d'Upemba, et sur la plus grande tourbière tropicale du monde où le forage pourrait libérer jusqu'à six Milliards de tonnes de carbone, soit plus de 14% des émissions totales de gaz à effet de serre dans le monde en 2021. Le ministre des Hydrocarbures, Didier Budimbu¹, affirmait en 2022, qu'« il s'agira d'une exploitation écologique, sans aucun impact négatif sur l'environnement ». Mais l'exploitation « propre » des ressources pétrolières

¹ Il convient de mentionner que Didier Budimbu était Ministre des hydrocarbures de la RDC en 2022. Cependant, entre 2023 et 2025, il y a eu changement de gouvernement, notamment Suminwa I et Suminwa II. Didier Budimbu est passé des hydrocarbures aux sports. Molendo Sakombi, dans Suminwa I était aux hydrocarbures et est allé de 27 à 52 blocs pétroliers dans un nouveau découpage dans la cuvette centrale. L'actuelle ministre des hydrocarbures n'a pas encore dévoilé ses intentions à ce sujet.



ne peut être garantie, Human Rights Watch, (2023, p.36). Ainsi, l'appel d'offre de ces blocs pétroliers se heurte-t-il à un problème d'acceptabilité sociale et nécessite une communication environnementale de proximité.

Les missions de terrain menées par Greenpeace Afrique, cité dans le rapport de Rainforest Foundation, auprès de dizaines de communautés locales potentiellement affectées à la veille de l'appel d'offre ont révélé que pas un seul membre de la communauté avait été consulté au sujet des plans de vente du pétrole et que la plupart d'entre eux s'y opposaient catégoriquement. Alors que ce sont eux qui dépendent le plus d'écosystèmes sains pour leur subsistance et qui seraient les plus touchés par la présence de pétrole sur leurs terres, il semble qu'ils aient été laissés dans l'ignorance des projets du gouvernement, Rainforest Foundation, (2022, p.22).

« Les communautés locales et les populations autochtones pygmées n'ont préalablement pas été informées ni consultées de ce processus qui transformerait leurs espaces de vie de façon irréversible, ... » peut-on lire dans une déclaration des défenseurs des droits de l'environnement, des peuples autochtones pygmées et des communautés locales signée par une vingtaine d'organisations de la société civile.²

Selon ce rapport susmentionné, l'exploitation du pétrole et du gaz dans les forêts de la RDC aurait des implications majeures sur la promotion de l'image du pays, qui se veut le « pays des solutions » aux crises liées au climat et à la biodiversité, et en particulier sur ses engagements internationaux dans ces domaines, tels que sa contribution déterminée au niveau national (CDN) à l'Accord de Paris sur le climat, Rainforest Foundation, (2022, p.30). D'ailleurs, l'exploitation pétrolière dans le PNVi, en particulier sur les blocs 4 et 5, est largement perçue comme une catastrophe écologique potentielle par la société civile et les organisations environnementales, Rainforest Foundation, (2022, p.46).

D'ailleurs, tel que le souligne Green Voice (2022, p. 3), l'ancienne ministre de l'Environnement, Ève Bazaiba, affirmait que la RDC ne pouvait pas se « sacrifier » pour le climat mondial sans compensation économique équitable. Toutefois, « cette position est vivement contestée par la société civile, qui considère que le PNVi offre déjà une valeur économique durable à travers le tourisme, l'hydroélectricité et l'agriculture écologique » WWF France (2017, p. 4).

Des analyses montrent que les retombées des industries extractives profitent rarement aux populations locales. Comme l'indique Justice & Paix (2018, p. 6), l'exploitation pétrolière en Afrique s'accompagne souvent de corruption, de mauvaise gouvernance et de marginalisation des communautés riveraines, renforçant ainsi la pauvreté et les inégalités. Ce constat alimente la défiance et le rejet social observés dans les zones concernées. C'est pourquoi, d'après N'Sa Mputu (2015, p. 20), la nécessité d'une communication environnementale participative, inclusive et transparente, demeure une condition essentielle pour concilier développement économique et préservation écologique dans le contexte du Parc National des Virunga. Cette

² Cette déclaration est disponible sur https://www.rainforestfoundationuk.org/wp-content/uploads/2023/11/DECLARATION-SC-RDC-HYDROCARBURES-COP28_VF_LOGOS_ENG.pdf consulté le 05/01/2024 à 10h04'

approche vise à renforcer la confiance entre les parties prenantes et à promouvoir une écologie de responsabilité partagée dans la gouvernance environnementale congolaise.

En exploitant cet or noir, un double problème se pose, celui de la contradiction discursive de faire de la RDC un pays-solution aux problèmes environnementaux du monde et la non implication en amont des communautés locales dans le processus d'appel d'offre du bloc 6 dans le PNVi et la protection de ce patrimoine mondial. D'où, des interrogations sur la procédure allant de la réalisation d'une étude d'impact environnemental et social à une consultation publique comme le fixe la loi, Journal officiel (2023 p.88). Quelle a été la procédure initiée par le ministère de tutelle avant de lancer l'appel d'offre des blocs pétroliers ? Pourquoi les communautés locales n'ont-elles pas été consultées comme le stipule la loi ? Quelle approche de communication a été adoptée pour favoriser l'adhésion et l'acceptation des communautés locales ? En élucidant ces interrogations, l'avènement d'une conscience écologique responsable est possible.

L'écologie moderne se dévoile aujourd'hui comme la reconnaissance pour l'homme de sa relation interactive avec la nature. La communication environnementale, poursuit Onaotsho (2015, p.35), « comprend dans son processus, l'intégration dès sa conception à la réalisation des objectifs de changement la prise en compte des exigences et normes écologiques avec toutes les parties prenantes pour un développement harmonieux. » Et Libaert (2023, p.44) de renchérir que « loin des dispositifs numérisés ou transportés par les moyens de masse, la communication de proximité invite à valoriser les interactions entre les parties prenantes au niveau local, de plus cette communication est un paramètre de confiance ».

Dans sa dimension constitutive, affirme Kane (2016, p. 67), la communication environnementale a le rôle d'influencer les perceptions individuelles et collectives au travers une communication orale et des productions médiatisées technologiquement pour consolider cette conscience écologique. L'approche de la communication environnementale, dans ce sens, a le mérite de favoriser la participation publique qui sous-tend le dialogue, la prise en compte de diversité des vues afin de parvenir à un consensus, Kane (2016, p.70) entre les parties prenantes pour atténuer les crises écologiques, gérer de projets de développement moins nocifs à l'environnement.

La communication de proximité se situe davantage dans une perspective interactionniste, c'est-à-dire centrée sur la personne et la notion d'échange. Enfin et surtout, elle s'attache plus particulièrement à l'environnement dans lequel elle s'inscrit Libaert (2023, p.67) et dans une perspective d'acceptabilité de toute initiative ayant un impact sur l'environnement, cette communication privilégie les parties prenantes pour un projet de développement communautaire.

L'objectif de cette étude est d'identifier les enjeux écologiques et communicationnels de l'appel d'offre du bloc pétrolier 6 dans le parc national des Virunga en vue de dégager le paradigme de la communication environnementale de proximité et d'acceptabilité.



1. Méthodologie

L'approche ethnographique de la communication a été utilisée, basée sur un problème identifié (l'appel d'offre du bloc pétrolier dans le parc des Virunga), les enjeux et défis de cet appel d'offre sur l'écologie et le rôle de la communication environnementale de proximité et d'acceptabilité dans la solution du problème.

L'ethnographie de la communication s'occupe tout d'abord de l'action pratique, donc de toutes les manifestations sociales qui participent de la forme sociale. L'objet de cette discipline est l'étude des comportements interpersonnels entre membres d'une même communauté ou entre membres de communautés différentes : l'interaction ou la rencontre comme la plus petite unité interpersonnelle d'une communauté humaine, Cilianu-Lascu (2003, p.62).

Ainsi, Derèze (2009, p. 98) souligne-t-il que pour l'ethnographe, le sens qu'il cherche à percer dans les actes et les processus communicationnels étudiés, c'est toujours le sens social, les significations instituées et symbolisées.

1.1. Milieu d'étude

Le milieu d'étude est le Parc National des Virunga dans sa partie Ouest comprenant une partie du territoire de Rutshuru, Nyiragongo et la ville de Goma.

Le Parc National des Virunga, créé en 1925 et inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, représente un écosystème unique abritant une biodiversité exceptionnelle, notamment les gorilles de montagne. Cependant, l'exploitation pétrolière envisagée dans cette aire protégée soulève d'importants risques écologiques, économiques et sociaux. Selon l'UNESCO (2014, p. 1), toute activité extractive est incompatible avec le statut de site du patrimoine mondial. L'exploitation du pétrole pourrait entraîner la déforestation, la pollution des eaux et du sol, ainsi que la perte d'espèces animales rares, Rainforest Foundation, (2023, p. 12).

1.2. Techniques et outils de collecte des données

La collecte des données s'est basée sur une grille d'observation du processus de l'appel d'offre du bloc pétrolier (acteurs impliqués), ensuite pour analyser ces contenus, une grille de catégorie a été élaborée. Des guides d'entretien ont été soumis aux différents acteurs pour collecter les données. Toutes ces techniques ont été soutenues par la recherche documentaire.

- **Recherche documentaire**

La documentation est l'une des techniques qui renseigne sur le nombre d'informations pouvant faire l'objet d'une communication. Elle a permis à cette recherche de rassembler certains documents (communiqués de presse, rapports des ONG environnementalistes, livres, articles, revues, magazines etc.)

En outre, cette technique a permis de documenter le paradigme de la communication d'acceptabilité et de proximité pour une écologie responsable en prenant en compte toutes les parties prenantes.

- **Observation**

L'observation est une considération attentive des faits afin de mieux connaître et de collecter des informations à leur propos, Loubet (2000, p.38). C'est grâce à cette technique que les faits portés dans cette étude ont été perçus notamment, d'une part, en regardant les risques et enjeux écologiques et, d'autre part, les perceptions d'exclusion des consultations pour l'appel d'offre du bloc pétrolier 6.

Au cours de cette étape, la recension du maximum d'aspects du phénomène en étude s'effectue afin de se rassurer de la validité des résultats obtenus.

- **Entretien**

Cette recherche s'est appuyée sur l'échantillonnage par cas unique recourant aux entretiens avec plusieurs individus avec comme approche l'échantillon de milieu (géographique ou institutionnel) sur lequel porte la recherche. Selon Pires (1997, p.92), l'échantillon de milieu n'exige pas que toutes les observations soient faites dans un seul lieu, mais tout simplement qu'elles soient traitées comme se rapportant globalement à un même milieu.

De manière concrète, pour la ville de Goma, le territoire de Nyiragongo et le territoire de Rutshuru les entretiens ont été menés avec les hommes et femmes adultes instruits et non instruits issus de la société civile et dont la vie socio-économique dépend plus ou moins des ressources du parc national des Virunga.

Au total 21 personnes ont fait l'objet d'entretiens structurés et non structurés, individuels et en focus groupe, dont 8 du territoire de Nyiragongo, 8 du territoire de Rutshuru et 5 des ONGS de Goma d'alerte sur les questions environnementales.

1.3. Méthode de traitement des données

La triangulation est une approche de l'analyse des données qui implique la fusion de deux ou plusieurs méthodes ou sources de données afin d'améliorer la crédibilité des résultats. Dans ce sens, différentes techniques ont été triangulées pour discuter les résultats.

Le traitement des données a été réalisé tout d'abord grâce à l'application de retranscription de l'audio appuyé par les notes prises lors des entretiens. Ensuite, grâce au logiciel MAXQDA, nous avons organisé, analysé, visualisé et présenté les données. Ce même logiciel a facilité l'encodage des données partant de l'unité et de la catégorie de l'analyse.

2. Résultats

2.1. Appel d'offre du bloc pétrolier 6 sans consultation de la communauté riveraine

Les riverains avec lesquels nous nous sommes entretenus affirment n'avoir pas été mis au courant de l'appel d'offre du bloc pétrolier 6. Le gouvernement Congolais a ainsi écarté la communauté riveraine de ce processus. Certains interviewés disent qu'ils en ont été informés par des leaders communautaires, d'autres par les médias et d'autres encore au travers les campagnes de sensibilisation des ONG



environnementalistes. C'est le cas d'un interviewé qui nous a confié : « Je l'ai appris au travers une campagne de sensibilisation d'un mouvement citoyen. Je n'ai pas été impliqué ».

Il faut noter que la communication officielle du Gouvernement congolais sur l'appel d'offre manque de transparence. Il y a eu ainsi, polarisation des débats dans différents espaces publics, notamment les médias. Les alertes sont venues des ONG et des mouvements citoyens. Un interviewé nous a confié que la loi en matière environnementale n'a pas été respectée, la communication a été floue et entachée des imprécisions et intérêts divergents entre les gouvernants, les ONG et la population. « Cette communication n'a pas tenu compte du processus car entachée d'irrégularités. La société civile n'était pas informée au préalable ».

Les représentants des ONG contactés, ont affirmé à l'unanimité qu'ils n'ont pas été impliqués dans le processus de l'appel d'offre relative au bloc 6.

Au regard de ces affirmations, il s'avère que la communauté riveraine n'a pas été impliquée dans l'appel d'offre du bloc pétrolier 6 dans le Parc national des Virunga. Il n'y a pas eu de sondage d'opinion à la base pour associer la population au processus.

2.2. Risques écologiques majeurs de l'appel d'offre du bloc pétrolier 6

Les interviewés ont soulignés plusieurs risques écologiques liés à l'appel d'offre du bloc pétrolier 6. Certains ont évoqué les catastrophes, les inondations, les vagues de chaleur, la perturbation de saisons culturelles, la pollution de l'eau et du sol, le changement climatique, etc. Aussi, le Parc national des Virunga étant un patrimoine Mondial, cet appel d'offre occasionnerait la fuite des espèces rares, la destruction de l'habitat et l'arrêt du tourisme. La menace de l'équilibre écologique déjà fragile est aussi une évidence.

Un autre risque soulever lors de nos entretiens est lié au manque de bénéfices pour les communautés riveraines, aux conflits avec les entreprises d'exploitation et la dépendance de la communauté locale aux ressources naturelles.

Un interviewé a exprimé la crainte suivante : « En brûlant du pétrole, on libère dans l'atmosphère des gaz à effet de serre qui contribuent au réchauffement de la planète. En outre, cette exploitation va isoler les populations animales et végétales et réduire leur capacité à se déplacer et à se reproduire ».

2.3. Stratégie de communication durable du Parc National des Virunga

Des propositions d'une stratégie durable du Parc National des Virunga ont été formulées par les interviewés qui se sont livrés à nous.

D'après un interviewé, « cette communication devra se focaliser sur la bonne information à donner aux populations riveraines, aux exploitants et à l'Etat Congolais en ce qui concerne le parc, son importance, sa préservation et les risques en cas de non prise en compte de ces aspects. La communication sur le Parc National des Virunga, pour être durable, devra également renfermer des actions d'animation, de

conscientisation et sensibilisation sur la protection de l'environnement en vue de favoriser les éco gestes ».

Pour un autre, « la grande perspective de cette communication est le renforcement d'une communication qui engage les communautés à s'approprier les enjeux environnementaux à travers des activités ludiques, éducatives et sociales au quotidien. Elle devra aussi favoriser le dialogue, la transparence et la négociation avec les citoyens pour identifier et résoudre les conflits potentiels liés à un projet environnemental ».

D'autres interviewés ont avancé la nécessité de former les leaders communautaires pour innover et adapter les messages aux cibles. Ce qui entraîne la diversification des canaux de communication en fonction du contexte et de la communauté locale.

Remarquons que les résultats de cette étude invitent à repenser les modes de communication environnementale en République démocratique du Congo, en particulier dans le contexte du PNVi. Le passage d'une acceptabilité subie à une construction collective du consensus constitue une étape essentielle pour concilier les impératifs économiques, sociaux et écologiques.

Dans une approche d'écologie politique appliquée, il ne suffit plus d'obtenir une adhésion passive des populations locales aux décisions environnementales. L'acceptabilité subie, observée dans la plupart des projets extractifs, se traduit par la marginalisation des acteurs locaux, la faible transparence des processus décisionnels et le déficit de concertation. Ce modèle où l'État et les entreprises imposent leurs logiques économiques, engendre la méfiance, les tensions communautaires et l'érosion de la légitimité des institutions.

La construction d'un consensus durable, à l'inverse, repose sur la communication environnementale participative et la négociation multi-acteurs. Cette approche place les communautés riveraines, les ONG, les chercheurs et les décideurs au centre du processus décisionnel. Selon Habermas (1997, p. 66), la légitimité d'une décision publique découle du dialogue argumenté et inclusif, fondé sur la réciprocité et la transparence. Appliquée au contexte du PNVi, cette perspective exige que les décisions liées à l'exploitation pétrolière soient précédées d'une consultation publique effective, d'une diffusion claire des études d'impact environnemental et social, et d'un partage équitable des bénéfices issus des ressources naturelles.

Les ONG locales et mouvements citoyens peuvent jouer un rôle stratégique dans cette dynamique, en favorisant l'éducation relative à l'environnement, la médiation et la co-construction des politiques publiques. Comme le souligne Libaert (2023, p. 49), la communication de proximité constitue le socle de la confiance sociale et permet de réduire les conflits d'aménagement. Dans cette optique, le consensus ne se décrète pas : il se construit à travers l'écoute, la participation et la reconnaissance mutuelle.

Enfin, les nouvelles perspectives de gouvernance environnementale devraient s'orienter vers la mise en place d'une plateforme permanente de dialogue multi-



acteurs, intégrant les communautés locales, les autorités provinciales, l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN), les chercheurs et les entreprises. Ce mécanisme contribuerait à institutionnaliser la concertation, renforcer la justice environnementale, Bullard, (2025, p. 38) et garantir la résilience écologique et sociale du Parc National des Virunga.

En définitive, passer d'une acceptabilité subie à la construction d'un consensus, c'est promouvoir un nouveau paradigme de gouvernance environnementale fondé sur la participation, la responsabilité partagée et la transparence — conditions essentielles pour une écologie durable et socialement juste en République démocratique du Congo.

3. Discussion des résultats

Les résultats de cette étude sur l'appel d'offre du bloc pétrolier 6 dans le Parc National des Virunga (PNVi) révèlent une profonde crise de gouvernance et une menace existentielle pour l'un des patrimoines naturels les plus précieux du monde.

Cette discussion s'articule autour de trois points : la faillite communicationnelle du processus, de la gravité des risques écologiques identifiés, et des impératifs d'une communication environnementale durable.

3.1. La faillite de la gouvernance et le déficit de transparence

L'étude met en lumière une faillite institutionnelle majeure, marquée par l'absence de consultation et de transparence de l'État congolais à l'égard des parties prenantes clés. Les riverains ont affirmé n'avoir pas été mis au courant du processus, le gouvernement Congolais ayant « écarté la communauté riveraine de ce processus ». L'information, dans les rares cas où elle a circulé, est parvenue via des canaux alternatifs tels que les médias ou les « campagnes de sensibilisation des ONG environnementalistes ». Le témoignage d'un interviewé est éloquent : « Je l'ai appris au travers une campagne de sensibilisation d'un mouvement citoyen. Je n'ai pas été impliqué ».

Ce mode opératoire contrevient aux principes de la démocratie environnementale, qui requiert l'implication des citoyens dans les décisions affectant leur milieu de vie, un rôle souligné par Kane (2016, p. 95) comme essentiel pour comprendre les enjeux environnementaux contemporains. La communication officielle est unanimement jugée inefficace, floue, et « entachée des imprécisions et intérêts divergents » entre les acteurs. Le fait que « la loi en matière environnementale n'a pas été respectée » et que « la société civile n'était pas informée au préalable » illustre un profond déficit de confiance et d'acceptabilité sociale. Cette opacité empêche d'instaurer une communication de projet efficace, un enjeu crucial pour toute « communication d'acceptabilité », Libaert (2001, p. 73).

3.2. Une menace écologique existentielle et le paradoxe économique

L'exploitation d'hydrocarbures dans le PNVi, un site classé au Patrimoine Mondial de l'UNESCO, est associée à un catalogue de risques écologiques majeurs identifiés par les répondants, allant des catastrophes naturelles (inondations, vagues de chaleur, perturbation des saisons culturelles) à la pollution de l'eau et du sol.

Plus spécifiquement pour le parc, les conséquences sont considérées comme existentielles : la destruction de l'habitat, l'arrêt du tourisme et le risque que l'exploitation « isole les populations animales et végétales et réduise leur capacité à se déplacer et à se reproduire ». Ces menaces écologiques ne sont pas dissociables des problèmes socio-économiques du pays.

Si l'exploitation pétrolière est souvent perçue par le gouvernement comme une voie vers le développement économique, elle se heurte à des défis structurels (gouvernance, infrastructures) et à la pression de la transition énergétique mondiale, remettant en question la viabilité du « rêve pétrolier » de la RDC, Mukena (2024 p. 84). De plus, les interviewés anticipent des risques sociaux concrets, notamment le manque de bénéfices pour les communautés riveraines et l'augmentation des conflits potentiels avec les compagnies. Cette réalité fait écho au constat que, dans la région, la pauvreté endémique elle-même alimente la dégradation de l'environnement, car elle pousse les populations à des pratiques non durables, Yambu (2014 p. 79).

3.3. Impératif de la communication participative et de proximité

Face à la crise de confiance et à l'ampleur des risques, les propositions de stratégies de communication soumises par les interviewés convergent vers l'adoption d'un modèle participatif et de proximité, Libaert (2001 p. 63). L'objectif principal est le « renforcement d'une communication qui engage les communautés à s'approprier les enjeux environnementaux ».

Cette communication ne doit plus se limiter à la diffusion d'informations, mais doit intégrer des actions d'animation, de conscientisation et de sensibilisation pour « favoriser les éco gestes » au quotidien. Elle doit se « focaliser sur la bonne information » et, de manière critique, « favoriser le dialogue, la transparence et la négociation avec les citoyens pour identifier et résoudre les conflits potentiels liés à un projet environnemental ». Enfin, la nécessité de former les leaders communautaires pour innover et adapter les messages aux cibles et de diversifier les canaux de communication est un gage d'efficacité, car elle s'appuie sur des relais de confiance pour pallier la défaillance de la communication institutionnelle.

En définitive, la gestion des enjeux dans le PNVi ne peut se faire sans une gouvernance partagée et transparente, où la communication est un outil de co-construction et non de simple persuasion, Kane (2016 p. 56).

Conclusion générale

L'analyse des enjeux écologiques et communicationnels liés à l'appel d'offre du bloc pétrolier 6 dans le Parc National des Virunga (PNVi) a mis en évidence un profond clivage entre l'ambition gouvernementale de développement économique et les impératifs de la conservation écologique et de la démocratie environnementale. Les résultats convergent vers le constat d'une faillite institutionnelle majeure, où le processus d'appel d'offre s'est déroulé « sans consultation préalable, ni transparence », générant un « rejet unanime des communautés riveraines » qui ont été « écartées de ce processus ».

Cette opacité des mécanismes de décision se traduit par une communication institutionnelle jugée « inefficace, technocratique et non inclusive », un mode opératoire qui entrave l'instauration d'une véritable « acceptabilité sociale ». Les communautés riveraines, laissées dans l'ignorance, perçoivent l'exploitation envisagée comme une « menace existentielle » caractérisée par des « risques écologiques majeurs ».



» (destruction d'écosystèmes, pollution, perte d'espèces rares) et des risques sociaux (conflits avec les entreprises, manque de bénéfices pour les communautés).

Sur le plan théorique et appliqué, l'étude établit que la gestion durable du PNVi et la conciliation des objectifs nationaux exigent l'adoption d'un nouveau paradigme de gouvernance environnementale. Ce paradigme doit impérativement s'articuler autour d'une communication environnementale de proximité et participative. La communication ne doit plus être un simple outil de diffusion ou de persuasion, mais un instrument de co-construction du consensus.

Remarquons enfin que la résolution de la crise dans le PNVi ne dépend pas seulement de la révision du projet pétrolier, mais surtout du passage d'une « acceptabilité subie » à la « construction d'un consensus ». Ceci implique la mise en place d'une plateforme de dialogue multi-acteurs, l'institutionnalisation de la concertation, et l'intégration effective des communautés locales. C'est seulement à travers la transparence, la participation citoyenne et la responsabilité partagée que la République démocratique du Congo pourra légitimer ses actions et garantir la résilience écologique et sociale de ce patrimoine mondial face aux impératifs économiques.

Bibliographie

Alvaro Pires. 1997. *Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique*.

Gaétan Morin, Montréal.

Bavon N'Sá Mputu. 2015. "La politique de la communication environnementale en République Démocratique du Congo : État des lieux et perspectives." (pp. 13-23). Université Catholique du Congo, Kinshasa.

François-Xavier Yambu. 2014. *État des lieux de la biodiversité dans la RD Congo 2014*. Observatoire de la biodiversité du Bassin du Congo (OBBC), Kinshasa.

François-Xavier Yambu. 2015. *Défis, enjeux et stratégie d'une communication environnementale efficiente en RDC*. (pp. 77-86). In *Stratégies de communication environnementale en République Démocratique du Congo*. Université Catholique du Congo, Kinshasa.

Gérard Dérèze. 2009. *Méthodes empiriques de recherche en communication*. De Boeck, Bruxelles.

Green Voice. 2022. *Disons non à l'exploitation du pétrole dans le Parc de Virunga, zone protégée par l'UNESCO*. (En ligne), consulté le 15 juillet 2025, disponible sur <https://agir.greenvoice.fr/petitions/disons-non-a-l-exploitation>

Human Rights Watch 2023. *Vente de concessions pétrolières et gazières en RDC : attention danger*. (En ligne), consulté le 17 septembre 2025, disponible sur <https://www.hrw.org/fr/news/2022/10/03/vente-de-concessions-petrolieres-et-gazieres-en-rdc-attention-danger>

Jacques Mukena. 2024. *L'exploitation pétrolière a-t-elle un avenir en RDC ?* Ebuteli, Kinshasa.

Jean Onaotsho. 2015. *Pour une socialisation écologique*. (pp. 51-66).

In *Stratégies de Communication environnementale en République Démocratique du Congo*, Université Catholique du Congo, Kinshasa.

Jurgen Habermas. 1981. *Théorie de l'agir communicationnel*. Édition française de référence.

Justice & Paix. 2018. *L'exploitation du pétrole dans le Parc des Virunga : menace ou opportunité de développement ? Les enjeux du déclassement*.

Journal Officiel de la RDC. 2023. *Ordonnance-loi n° 23/007 du 03 mars 2023 modifiant et complétant la loi n° 11/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement*. (En ligne) consulté le 12 mai 2025, disponible sur <https://journalofficiel.cd/url/1/13951/environnement>

Neumann, R.P. 1998. *L'imposante nature sauvage : luttes pour les moyens de subsistance et la préservation de la nature en Afrique*. University of California Press, Londres.

Oumar Kane. 2016. *La communication environnementale : enjeux, acteurs et stratégies*. L'Harmattan, Paris.

Robert Bullard. 2025. "La justice environnementale est une justice égale." (En ligne), consulté le 25 mai 2025, disponible sur <https://www.selc.org/episode/dr-robert-bullard-environmental-justice-is-equal-justice>

Thierry Libaert. 2001. *La communication de proximité*. Liaisons, Paris

Thierry Libaert. 2023. *Communication de proximité*. (En ligne), consulté le 2 mars 2025, disponible sur <https://www.tlibaert.info/wp-content/uploads/2018/06/com-de-proximite-le-livre.pdf>

Rainforest Foundation. 2022. *Le Congo dans la ligne de mire : Les menaces de l'expansion pétrolière et gazière pesant sur le climat, les forêts et les communautés*. Earth Insight.

Rainforest Foundation. 2023. "La vente aux enchères des blocs pétroliers et gaziers en RDC : une catastrophe écologique, socio-économique et culturelle en perspective." (En ligne), consulté le 26 mars 2025, disponible sur www.rainforestfoundationuk.org

UNESCO, Centre du patrimoine mondial. 2014. "L'UNESCO se félicite de la décision de

SOCO de suspendre ses activités de prospection pétrolière dans le Parc national des Virunga (RDC)." (En ligne), Consulté le 24 juillet 2025, disponible sur <https://whc.unesco.org/fr/actualites/>

WWF France. 2017. "Valeur économique du Parc National des Virunga." (En ligne), Consulté le 15 juin 2025, disponible sur <https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2017-09/1307>